Datum: 10.09.2014
swissinfo.ch / swissinfo FR

swissinfo
3000 Berne 15
031/ 350 92 22
www.swissinfo.ch

Medienart: Internet
Medientyp: Informationsplattformen

Page Visits: 1'578'389

Online lesen

Abo-Nr.: 1071288

CONSOMACTEURS

Des smartphones tachés de sang, de larmes et de sueur

Par Jo Fahy avec l'ATS

Science et technologie | Economie | Conflits

Autres langues: 1

REPRENDRE CET ARTICLE | IMPRIMER |

09. SEPTEMBRE 2014 - 19:20

Les ONG suisses veulent obtenir une amélioration des conditions de travail dans les fabriques chinoises d'ordinateurs et de smartphones.

(Keystone)

Mépris des droits du travail, pollution de l'environnement et financement des conflits armés: la production des ordinateurs et téléphones portables reste problématique. C'est le constat d'une enquête menée par deux ONG suisses. Elles ont passé au crible les principales marques du secteur à la lumière de critères sociaux, éthiques et écologiques.

«Nous voulons changer quelque chose en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en Chine et en République démocratique du Congo », déclare à swissinfo.ch Daniela Renaud, cheffe de projet pour la campagne « High Tech - No Rights/ Haute technologie - pas de droits». Elle est menée conjointement par Pain Pour le Prochain et l'Action de Carême, deux ONG d'obédience chrétienne actives dans l'aide aux pays du Sud.

Les données ont été recueillies par deux organisations partenaires en Chine et en République démocratique du Congo (RDC). Une enquête qui complète celle menée en 2008 par les deux ONG suisses.

Selon Daniela Renaud, il n'existe aucun produit électronique «qui ne soit pas entaché de sang». L'enquête révèle néanmoins que la plupart des marques ont commencé à modifier leur comportement et à prendre des mesures en vue d'améliorer les conditions de production de leurs appareils.

Sur les dix entreprises avec les plus grandes parts de marché en Suisse, Hewlett-Packard (HP) a obtenu la meilleure note, HTC et ASUS la moins bonne.

Si HP est en tête du classement, cela tient aux cours de formation indépendants donnés aux employés sur les droits des travailleurs et sur la détermination d'un vrai salaire de subsistance pour tous les employés. HP collabore également avec les syndicats et les ONG sur un certain nombre de questions.

En termes de protection de la santé des travailleurs, Nokia a été jugé le meilleur. Ce qui lui vaut la deuxième place.

Matières premières ensanglantées

Beaucoup d'entreprises ont fait des progrès sur les questions environnementales, en particulier dans la réduction des émissions de C02. Mais un gros problème subsiste au premier maillon de la chaîne de production avec l'extraction des matières premières qui composent la plupart de nos téléphones portables et ordinateurs. Une activité qui se déroule principalement en République démocratique du Congo (RDC).

Or, une guerre civile fait rage depuis dix ans dans l'est du pays. Tant les insurgés que l'armée contrôlent les mines et empochent les recettes de la vente des minerais qui en sont extraits, au détriment de la population autochtone, selon Mgr Fridolin Ambongo, évêque et président de la Commission épiscopale sur les ressources naturelles.

Même les grandes entreprises, dont l'helvétique Glencore Xstrata, qui ont signé un contrat avec le gouvernement et devraient payer une redevance de 5% à l'Etat, «trouvent toutes sortes de moyens pour ne rien verser. Par exemple, en présentant chaque année des comptes déficitaires», selon l'évêque, qui souligne que ces entreprises profitent aussi de la corruption des autorités.

Toutes les entreprises examinées ont reconnu ce problème, mais elles ont eu des approches différentes pour y faire face. Asus et HTC soutiennent un boycott de la RDC, selon les ONG

«Cette mesure n'est pas du tout utile pour résoudre le problème. Les gens qui y vivent n'ont plus de revenus et l'Etat perd un secteur industriel», souligne Daniela Renaud. Elle préfère l'approche adoptée par Apple qui n'acquière les matériaux extraits des zones de conflit que s'ils proviennent de sources certifiées.

Comme le constate Mgr Ambongo, «deux tiers des mines ne sont plus aux mains des bandes armées dans l'est de la RDC.»

Avec cette campagne, les ONG interpellent aussi le Conseil fédéral (gouvernement), qui juge inutile un durcissement de la législation sur le négoce des matières premières. La Suisse est en effet l'une des plus importantes plateformes du négoce international des matières premières. Une tonne sur cinq au moins de l'ensemble de ces matières est négociée par des entreprises helvétiques.

Conditions de travail éprouvantes

En Extrême-Orient, l'exploitation et l'absence de droits règnent dans les usines fabricant nos outils numériques. Les ouvriers travaillent jusqu'à 14h par jour dans des environnements souvent toxiques et pour des salaires ne permettant pas de vivre.

«Les travailleurs sont souvent contraints de travailler durant des périodes de temps très courtes pour répondre à un énorme carnet de commandes. Malgré l'existence d'une réglementation, nous avons constaté des heures supplémentaires de 170 ou 200 heures par mois», précise à swissinfo.ch Pui-Kwan Liang, chef de projet au Sacom (Students and Scholars Against Corporate Misbehaviour / étudiants et chercheurs contre les débordements de l'entreprise).

L'organisation basée à Hong-Kong a envoyé des enquêteurs infiltrer les usines chinoises où les smartphones et les ordinateurs sont fabriqués depuis 2005 et mener des entretiens avec les travailleurs. Pui-Kwan Liang cite une longue liste de problèmes dans les usines, dont des salaires ne permettant pas de vivre, des étudiants forcés de faire des stages qui n'ont rien à voir avec leurs études ou l'utilisation de produits chimiques potentiellement dangereux.

«Le consommateur a le pouvoir de changer cette situation. Les producteurs doivent s'ouvrir, divulguer les rapports d'audit et montrer ce qui se passe derrière les marques et leurs produits», insiste Pui-Kwan Liang.

Par Jo Fahy avec l'ATS, swissinfo.ch
Traduction et adaptation de l'anglais: Frédéric Burnand

Soyez le premier à donner votre avis sur cet article

RÉDIGEZ VOTRE AVIS

En relation avec le sujet

RÉGULER UN MARCHÉ OPAQUE

«Avec les matières premières, on est assis sur de la dynamite»

Pour un «gendarme» du négoce des matières premières

L'ONG Déclaration de Berne demande que le secteur du négoce de matières premières soit soumis à une surveillance plus sévère. Elle a présenté ...

Economie

Une chasse aux trésors ... recyclés

Plus on consomme, plus on génère de déchets. La semaine dernière, la

Par Pierre-André Sieber, La Liberté

Il faut mettre sur pied en Suisse un gendarme chargé de réguler la branche des matières premières. C'est la conviction de la ...

1

Economie | Politique

Autres langues: 1

Fondation Pusch organisait, les Journées suisses des ressources et des déchets.